

## BGE 41 II 245

Bundesgericht (BGE), 1915-01-01, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_41\\_II\\_245](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_41_II_245)

FR: ATF 41 II 245

IT: DTF 41 II 245

### Volltext

244 Obligationenrecht. N° 29. hätte zum Rechten sehen sollen. Dagegen muss mit der Vorinstanz die Angetrunkenheit des Klägers als von ihm zu verantwortende Mi tursache des Unfalles gelten, indem anzunehmen ist, dass die damit verbundene Er- schwerung richtigen Handeins dazu beigetragen hat, den Kläger in die den Unfall auslösende Gefahrslage zu bringen. 4. - Was die Bemessung der Entschädigung ao- langt, so sind zunächst die Forderungen von 406 Fr. für vorübergehende gänzliche Arbeitsunfähigkeit und VOLL 55 Fr. für noch geschuldete ~ztkosten durch die Akten unzweifelhaft ausgewiesen und auch im Ernste nicht bestritten. Die durch den U nf~ll bewirkte da u ern d e V e r- minderung der Erwerbsfähigkeit wird von der Vorinstanz in der Weise bestimmt, dass sie den der- zeitigen Ausfall an Erwerbsfähigkeit mit dem gericht- lichen Expertengutachten auf 35 % festsetzt, hievon aber 10 % deshalb abzieht, weil die Arbeitskraft des Klägers schon vor dem Unfall durch die vorhandene Lungenaffektion gelitten habe. Die verbleibenden 25 % werden dann von einem Jahreslohn von 625 Fr. (2 Fr. 50 während 250 Arbeitstagen) berechnet, was zu einem jährlichen Lohnausfall von 156 Fr. 25 Cts. und beim Alter von 55 Jahren des Klägers zu einem Rentenskapital von 1800 Fr. führt. . Diese Berechnungsweise gibt in einem Punkte zu Be- denken Anlass : insofern nämlich einerseits ein beson- derer Abzug für die schon vor dem Unfall eingetretene Arbeitsunfähigkeit gemacht, andererseits aber der blossLohn zu Grunde gelegt wird, den der nur noch teilweise arbeits- fähige Klägervor dem Upfall tatsächlich noch verdiente. Damit wird ein für den Kläger ungünst iges Moment dop- pelt berücksichtigt. Dennoch rechtfertigt sich eine Erhö- hung der zugesprochenen Invaliditätsentschädigung nicht. Die Vorinstanz hat nämlich in anderer Beziehung zu günstig für den Kläger gerechnet: indem sie wegen des in seiner Obligationenrecht. No 30 245 Betrunktheit liegenden Selbstverschuldens nur 600 Fr. abzog. Mit diesem Abzug wird die Bedeutung, die der Betrunktheit als Mitursache des Unfalles und als Ver- schuldensgrund zukommt, nicht genügend gewürdigt. Der Betrag, der hier zu wenig, mag dem, der dort zu viel abgezogen wird, entsprechen und von diesem Gesichts- punkte aus kommt man zur Gutheissung des Vorent- scheidendes auch hinsichtlich der für die dauernde Erwerbs- unfähigkeit zuerkannten Forderung von 1200 Fr. 5.- .... Demnach hat das Bundesgericht erkannt: Berufung und Anschlussberufung werden abgewiesen und das angefochtene Urteil des Obergerichts des Kan- tons Solothurn vom 24. Juni 1914 wird bestätigt. 30. Arrêt de la Ire saction civUe du 30 avril 1915 dans la cause ieymond, defendeur, contre Dold, demandeur. co art. 102,103 et 107. - Demeure du debiteur; interpellation. - Consequence de la demeure d'une des parties dans un contrat bilateral: faculte pour l'autre partie de se prevaloir a son choix des art. 102 et 103 (execution de l'obligation et dommages inter~ts) ou de proceder a la resi- liation du contrat (art. 107). A. - Par contrat du 7 janvier 1913. le defendeur et recourant H.&J. Reymond, agent de publicite a Neuchâtel, a obtenu de l' Administration des Tramways de la villa de Prague l'autorisation de placer 175 panneaux de publidte en plaques emaiJees sur les voitures motrices circulant

dans cette ville, pour le prix annuel de 12,500 couronnes. Le contrat avait une durée de cinq années devant courir dès la mise en place du premier de ces panneaux. Cette obligation a été fixée, d'entente entre les intéressés, au 1<sup>er</sup> juillet 1913. Reymond a affermé pour une durée de cinq années, à dater du jour de la pose, 150 de ces panneaux à la Fabrique Suchard S. A. à Neuchâtel à raison de 96 fr. 25 par an et par panneau ; il a affermé les 25 derniers à la maison Zenith du Locle pour une somme de 2400 fr. par an. Il s'adressa alors à diverses maisons, en particulier au demandeur E.-R. Dold à Offenburg, afin de connaître leurs conditions pour la fabrication de ces panneaux. Dold lui répondit le 31 janvier déjà, mais c'est cependant au début de juin seulement que Reymond a accepté en principe une seconde offre que Dold lui avait fait parvenir par l'intermédiaire de son représentant à Zurich. Elle portait sur 182 panneaux de formats divers aux prix de 22 Mk. 50, 18 Mk. 75 et 15 Mk. valeur à 30 jours sous 2% d'escompte livrables aussi rapidement que possible. Le 19 du même mois, le défendeur admettait un délai de trois semaines à partir de la date où les esquisses fournies par lui seraient revenues en retour; cette remise eut lieu le 26 juin, ainsi que l'a reconnu le demandeur. Le 10 juillet, Dold avisait Reymond qu'il ne pouvait lui fixer encore la date exacte du premier envoi; le 26 juillet, il lui avouait qu'en suite du retard de ses fournisseurs de tôle, il n'avait pu commencer l'empaillage. Le 9 août, Reymond exprime son mécontentement de ce retard, fait toutes ses réserves au sujet de ses droits et invite Dold à accélérer la fabrication dans le but de diminuer le dommage qu'il va subir. Le 22 août, celui-ci a fait expédier une partie des réclamations Suchard. Les derniers panneaux ont été facturés au défendeur les 26, 29, 30 août et 9 septembre et arrivèrent à Prague les 28 août, 1<sup>er</sup>, 4 et 9 septembre. Le 24 du même mois, Dold adressait un relevé de compte au défendeur et l'avisait qu'une traite de 3114 Mk. 70 à fin du mois pour les quatre premières factures. Cette traite n'a pas été payée à l'échéance, mais, à la suite d'un paiement de 2500 Mk. effectué par Reymond, le compte du demandeur a été réduit à 2556 Mk. 42 que le défendeur s'est refusé par contre de payer. B. - Par exploit du 10 avril 1914, E.-R. Dold a assigné H.-L. Reymond devant les tribunaux neuchâtelois en paiement d'une somme de 3195 fr. 55 avec intérêt à 5% dès le 1<sup>er</sup> novembre 1913. De son côté, le défendeur a formé une action reconventionnelle en indemnité pour retard à la livraison se montant à 3020 fr. et a offert de verser au demandeur la somme de 75 fr. 50 pour solde de tout compte. Le Tribunal cantonal de Neuchâtel a admis la demande principale et écarté la demande reconventionnelle de Reymond qu'il a condamnée. Cette lettre constitue ainsi à tous égards l'interpellation prévue à l'art. 102 ; elle a même le caractère d'une sommation, les réserves faites ne pouvant s'interpréter que dans le sens d'une réclamation de dommages-intérêts pour retard. Le demandeur était ainsi en demeure dès cette date et ne pouvait se soustraire aux conséquences de cette situation qu'en établissant l'absence de toute faute de sa part. On ne saurait déduire cette absence de faute de l'explication donnée par lui que la tôle nécessaire à la fabrication des panneaux lui avait fait défaut. C'était en effet, à Dold à prendre ses précautions pour avoir en temps voulu la matière première qui lui était nécessaire ; il prétend à la vérité qu'il y a eu cas fortuit, mais cette alléguation, si elle était établie, resterait sans portée, parce qu'elle aurait seulement pour conséquence de l'autoriser à établir que le cas fortuit aurait atteint la chose due au débiteur même si l'exécution avait eu lieu à temps (CO art. 103 al. 2), et c'est la seule éventualité qui ne se présente pas dans les circonstances de la cause. Le débiteur doit donc subir les conséquences de sa demeure. 4. - La demande reconventionnelle Haut bien

fondee en principe, le Tribunal federal doit fixer le dommage subi par le defendeur. Il comprend en premier lieu le supplement de frais d'expedition occasionne par le fait que celle-ci a du avoir lieu en grande vitesse d'Offenburg a Prague. Le recourant allegue que cette augmentation etait de 400 fr. et ce chiffre a ete reconnu exact par le Obligationenrecht. No 30. 251 demandeur a l'audience du Tribunal du 23 octobre 1914 ; il y a lieu ainsi d'allouer cette somme a Reymond. Celui-ci a en outre paye a la ville de Prague la finance de concessioll d'affichage dans les tramways-de cette ville a partir du 1 er juillet 1913, sans pouvoir cependant exiger de redevance de ses abonIl(-s 3V311t le 1 er ou le 10 sep- tembre de Ja meme armee; il suppute le prejudice sub i par lui a 3120 fr., soit huit semaines de retard calculees sur les contrats passes avec Suchard S. A. et la fabrique Zenith. Cette pretention ne peut cependant etre admise dans sa totalite; le Tribunal fMeral ayant fixe comme date de Ja dem eure de Dold le 9 aoftt et non pas le 1 er juil- let, celle-ci n'a donc pu deployer ses effets que pendant trois semaines seulement. En outre le dommage subi par Revmolld ne comprend pas la redevance qu'il aurait pu tou"cher de ses dients. puisque leurs contrats n'en reste- ront pas moins valables pwdant le temps qui y est indi- que; il consiste seulement dans le montant de ta rede- vUllecepayef inutilement par Reymoud a la ville de Praguf: Cdte redevance ast de 12 500 couronnes par an. ce qm fait 240 Kr. 38 par semaine, soit 721 Kr. 14 pout' trois semuillcs. Oll 757 fr. 19 c. au cours de 1 fr. 05 c. 1a Kr. Si l'Oll ajoutc cette somme aux 400 fr. pour supplement de frais de transport. le dommage sub i par le defendeur doit etre tIxe a 1157 [r. 19 c. 5. - La somme due par le defendeur et reconnue par lui etant de . . . . . Fr. 3195 55 et l'indemnite qui lui est accordee etant de. ~\_1157 1~ il reste devoir a Dold. . . . . Fr. 2038 36 somme a laquelle doit etre reduite la condamnation pro- noncee contre lui par l'insLance cantonale. Par ces motifs, le Tribunal fMeral prononce: Le recours est admis partiellement et le jugement du Tribunal cantonal de Neuchatel reforme en ce sens que la 252 Obligationenrecht. N° 31. Reponse et Demande reconventionnelle de H. J. Reymond est declaree bien fondee jusqu':l concurrence de 1157 fr. 19 c., et que la demande principale se trouve ainsi reduite apres compensation a la somme de 2038 fr. 36 c. avec interets au taux de 5% des le 20 fevrier 1914. 31. Urteil der L Zivilabteilung VOM 1. Ka.i 1916 i. S. Dreifuss, Kläger, gegen Schwegler, Beklagten. Kauf. Bedeutung der schriftlichen Fixierung des Geschäfts? Dissens über die Art der Gewichtsrechnung (Original- oder Effektivgewicht im Handel mit Hanf). Art. 212 Abs.3 OR: Vorbehalt besonderer kaufmännischer Uebun- gen mit Bezug auf die Bestimmung des Kaufpreises bei mangelnder Festsetzung durch die Parteien; Feststellung des kantonalen Richters, dass eine Uebung nicht bestehe. A. - Mit Urteil vom 12. November 1914 hat das Handelsgericht des Kantons Aargau die Klagebegehren : « 1. Es sei gerichtlich festzustellen, dass der Beklagte )) am 13. August 1913 mit den Klägern einen Kauf- ;) vertrag um 18,000 Fr. abgeschlossen hat, mit folgen- ;) dem Inhalt: « Der Beklagte verpflichtet sieb, den Klägern 2000 Kg. )) Hanf in Strangen prima courante Qualität franko Woh- » len zum Preise von 9 Fr. gemäss Gewicht in \Vohlen, »netto 30 Tage, zu liefern,. wovon die erste Sendung » von zirka 500 Kg. lieferbar im September, die Restanz ;) im Oktober und November 1913. « 2. Der Beklagte sei zu verurteilen, den Klägern als » Schadenersatz 7000 Fr. zu bezahlen, nebst 5 % Zins ;) seit 1. Oktober 1913 von 1750 Fr. und 5 % seit 30. No- ;) vember 1913 von 5250 Fr. Feststellung nach richter- » liehern Ermessen vorbehalten. « 3. Es sei den Klägern im Sinne von Ziff. IV 1-2 ;) der Klage ausdrücklich das Mehr- und Nachforderungs- ;) recht vorzubehalten ;) , abgewiesen. ObligatiOlienrecht. N° 31. 253 B. - Gegen dieses Urteil haben die Kläger die Beru- fung an das Bundesgericht erklärt, mit dem Begehren um Aufhebung und um Guttheissung der

Klage; eventuell beantragen die Kläger Berücksichtigung ihrer Beweis- anträge, insbesondere Durchführung eines Beweisver- fahrens über das Zustandekommen des Vertrages und die Höhe des behaupteten Schadens. Das Bundesgericht zieht in Erwägung:

1. - Zwischen den Parteien fand am 13. August 1913 in W ohlen eine Besprechung statt über Kauf von 2000 kg Strangen-Hanf durch die Kläger vom Beklagten, zu 9 Fr. per Kilogramm, netto 30 Tage, franko Wohlen, wovon die erste Sendung Von zirka 500 Kg. lieferbar im Septem- ber, der Rest im Oktober und November 1913. Gleichen Tages schrieb der Beklagte an die Kläger: « Gemäss unserer heutigen Absprache habe ich Ihnen » zu liefern : « 2000 Kg. Hanf in Strangen, prima courante Qualität, » zum Preise von 9 Fr. netto 30 Tage, franko hier, » 0 ri gin a I g e w ich t. Lieferung: bis zirka 500 Kg. im » September, Rest von zirka 1500 Kg. nach Eintreffen im » Oktober und November a. c. Zahlung per Anweisung ,) auf 30 Tage netto nach Erhalt der vVare und Faktura. » Die Kläger erwiderten sofort, dass das Originalgewicht (von Manila) bei ihnen nicht in Betracht kommen könne, sie müssten wie immer auf das bei der Ablieferung in W ohlen festzustellende Gewicht abstellen, wovon der Beklagte Vormerkung nehmen wolle. In der darauffolgenden Korrespondenz beharrten beide Parteien auf ihrem Standpunkt. Der Beklagte weigerte sich am 18. August 1913 endgültig, den Vertrag so zu halten, wie die Kläger ihn verstanden wissen wollten; gleichzeitig wiederholte er seine Offerte, die indessen von den Klägern mit der Begründung abgelehnt wurde, dass sie nie Hanf zu Originalgewicht kauften.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.